

STAGE SNUEP-FSU SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PLP



Informé régulièrement par de nombreux PLP (titulaires et non-titulaires) de l'aggravation de leurs conditions de travail depuis la mise en œuvre de la « rénovation de la voie professionnelle », le SNUEP-FSU de l'Académie de Bordeaux a trouvé indispensable d'organiser un stage de formation et de regroupement à l'intention des Collègues des Lycées professionnels. Il s'est tenu le 12 novembre au Lycée des Iris à Lormont (33) et a regroupé **85 participants** de toute l'Académie, preuve s'il en était de l'urgence à débattre de cette situation.

Animé par notre Secrétaire académique en présence de Jérôme Dammerey, Secrétaire national de notre organisation, du Secrétaire académique de la FSU et du Secrétaire académique FSU du CHSCT, il a permis de développer deux thèmes centraux : les conséquences de la rénovation de la voie professionnelle (bac pro 3 ans, CCF, AP, PFMP, décrochage...) sur les conditions de travail au quotidien et la souffrance au travail liée à cette rénovation et aux relations avec la hiérarchie.

Après les interventions introductives des représentants SNUEP et FSU, le débat s'est installé en plénière avant d'être complété en ateliers.

Il est important de souligner que les collègues n'ont pas mâché leurs mots sur la rénovation de la voie professionnelle.

REVENDICATIFS ET COMBATTIFS

Tous les 3 ans, l'organisation PISA mène une enquête auprès de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE et dans de nombreux pays partenaires. Elle évalue l'acquisition de savoirs et savoir-faire essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire. Les tests portent sur la lecture, la culture mathématique et la culture scientifique et se présentent sous la forme d'un questionnaire. Les premières collectes de données ont eu lieu en 2000, les suivantes en 2003, en 2006 et en 2009.

Les résultats de l'enquête 2012 paraîtront le 3 décembre 2013. D'ores et déjà, tout nous laisse à penser qu'ils ne seront pas bons pour la France : « [la France devrait perdre des places dans l'enquête Pisa 2012](#). [Vincent Peillon](#) l'a confirmé jeudi soir sur le plateau du *Grand Journal*: "Vous allez voir en décembre on va avoir les nouvelles études Pisa. La France décroche totalement dans les **performances de ses élèves**. Sur dix ans, ça devient dramatique." L'hexagone serait même "**le pays dans lequel les inégalités scolaires s'accroissent le plus**", selon le ministre. " On laisse sur le côté 25% de notre jeunesse." *L'Express* 10/11/2013

Pas besoin d'être grand clerc pour envisager que l'enseignement professionnel sera lui aussi montré du doigt dans cette enquête puisqu'il accueille justement une bonne partie des élèves en difficulté scolaire. Et le décrochage s'accroît depuis quelques années comme le dit le ministre. Or, c'est justement au cours de ces dernières années que l'enseignement professionnel a subi la réforme la plus négative pour nos élèves avec la rénovation de la VP.

Le stage que nous avons organisé à Lormont l'a profondément mis en lumière. Si les profs n'en peuvent plus, c'est parce qu'ils n'arrivent plus à exercer leur métier correctement. Comment réussir en 3 ans ce que nous avions déjà du mal à faire apprendre en 4 ans aux élèves que nous accueillons ! D'autant plus que sur ces 3 ans se greffent le CCF et les stages chronophages ! Cette réforme, sensée défendre l'égalité des 3 voies de formation, n'a fait qu'accroître les inégalités entre tous les élèves de la République. Nous savons tous que pour un certain nombre de nos gamins, aux capacités déjà bien réelles, surtout dans certaines spécialités fort demandées, 3 ans d'enseignement pro, c'est largement suffisant. Mais pour la grande majorité des autres, cela peut devenir une souffrance d'où les nombreux décrochages actifs ou passifs. D'ailleurs, on peut se demander si tel n'était pas le but de la « réforme » : que l'éducation nationale continue de former les jeunes les plus favorisés et se « déleste » des autres au plus grand profit de l'apprentissage. Nous savons depuis longtemps que le système capitaliste ne fait pas des gamins en difficultés une de ses priorités !

C'est pourquoi on assiste aujourd'hui à une forte montée des revendications chez nos collègues comme ils en ont témoigné lors du stage aux Iris. On voit apparaître aussi des mouvements de protestations comme à Ruelle dans l'Académie de Poitiers :

« Ça prend aux tripes, ça bouffe le cerveau. On se sent impuissant et méprisé. On n'a aucune reconnaissance, aucun soutien. On nous dit juste "courage". Et encore ! » Les profs qui foulaient, hier matin sous la pluie, le pavé devant le **lycée professionnel Jean-Caillaud**, ne le faisaient pas de gaité de cœur. Avec une action forte à la clé, le blocage du lycée depuis 7 h 30, le matin. Ils étaient là pour dire, avec le personnel non enseignant, leur malaise autant que celui des élèves. Soit 80 % de grévistes, tous sur la même longueur d'onde. Ils dénoncent le trop-plein d'élèves (des classes de 36 élèves, en particulier en première), la recrudescence de l'incivilité voire de la violence significative depuis la mise en place du bac pro en trois ans (il y a quatre ans).

Tous évoquent des conditions qui ne permettent pas de hisser les élèves vers l'excellence, surtout dans un lycée réputé difficile, peu attractif (dans lequel « on atterrit plus par défaut que par choix ») avec des chiffres de réussite en baisse. 60 % des élèves sont issus de milieux sociaux défavorisés...» *Sud-Ouest* du 13/11/2013

Il est donc temps de remettre tout à plat. Les résultats à venir de l'enquête PISA vont amener le ministère à réagir et à faire de nouvelles propositions. Le SNUEP-FSU doit donc être le fer de lance des revendications des professeurs de LP/SEGPA/EREA dans l'intérêt de l'enseignement professionnel public. Après le stage que nous avons organisé, il peut être sûr d'avoir le soutien combattif et revendicatif d'un très grand nombre de collègues de notre Académie.

Christian Sauce

Circulaires académiques / Rubrique Circulaires sur notre site

Demande de travail à temps partiel : [La circulaire](#) / [Formulaire](#) / [Tableau de surcotation](#)

Allègement de service et aménagement d'emploi du temps pour raison médicale – R 2014

Les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation confrontés à une altération de leur état de santé peuvent solliciter un aménagement de leur poste de travail.

Cet aménagement du poste de travail peut consister, notamment, en un allègement de service ou en un aménagement d'emploi du temps. La circulaire a pour objet de vous présenter les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs pour l'année scolaire 2014-2015.

Les demandes écrites doivent être transmises, par l'établissement, au service de SARH 1 **pour le 20 décembre 2013, délai de rigueur** : les dossiers reçus incomplets ou hors délais ne pourront pas être étudiés.

Mouvement Inter académique : la circulaire reprend les modalités de participation, les échéances et surtout les conditions de dépôt de dossier au titre du handicap. En plus il y a l'annexe des vœux à compléter.

Congé de formation : La campagne de saisie de candidature en ligne : **du 4 novembre au 2 décembre**.

Déclarations de la ministre déléguée à la Réussite éducative, George Pau-Langevin :

« Dans les établissements professionnels, il y a des enseignants magnifiques, et des jeunes massivement issus des catégories sociales défavorisées. Or, ils ne sont pas bêtes et voient bien avec qui ils se retrouvent »

« C'est lorsque nous aurons valorisé la voie professionnelle auprès des élèves de catégories sociales aisées et non plus seulement auprès des élèves de milieux défavorisés que nous aurons gagné »

Oui, Madame la ministre, nos établissements souffrent de l'absence de la mixité sociale car l'enseignement professionnel n'est pas valorisé dans notre pays ; en effet, les politiques n'ont pas souvent fait un travail sérieux dans ce sens. Nous espérons que votre gouvernement reviendra sur les aspects négatifs de la rénovation de la voie professionnelle menée par l'ancien gouvernement afin de donner tout le temps et les moyens nécessaires à nos élèves pour réussir.

Le choix d'orientation en fin de 3^e est laissé aux parents d'élèves

Dans 12 académies, dont la nôtre, une expérimentation dans quelques collèges est en cours. Elle concerne, entre autres, le niveau 3e pour l'orientation en fin d'année scolaire 2013/2014. Les établissements volontaires doivent s'engager à accompagner les familles tout au long d'un parcours d'information et d'orientation. Mais l'affectation relève toujours du DASEN.

Ne pas accepter l'inacceptable

Depuis plusieurs semaines, des attaques racistes se multiplient à l'encontre de la ministre Christiane Taubira. La FSU condamne fermement toutes les attaques à caractère raciste, doublées par ailleurs de sexisme, dont madame Taubira est l'objet. Des forces politiques, largement gangrenées par les idées de l'extrême-droite, sur l'utilisation des émigrés comme boucs émissaires notamment, ont depuis longtemps préparé le terrain des dérives populistes et racistes quand ils ne les ont pas directement initiées.

Le SNUEP académique (5 représentants) a été reçu de 18 h à 20 h, le vendredi 8 novembre, par Monsieur le Recteur et Madame la Secrétaire générale.

Voie Professionnelle :

Le SNUEP a d'entrée mis en exergue les problèmes liés à la rénovation de la voie professionnelle et en particulier l'hétérogénéité des niveaux et le décrochage scolaire qui génère des problèmes de comportement et donc de dégradation des conditions de travail des collègues. Nous avons fait plusieurs propositions :

- Nécessité d'un cursus de quatre ans pour un certain nombre d'élèves.
- Un dispositif d'accompagnement personnalisé beaucoup plus réaliste et pertinent.
- L'utilisation de tous les moyens pour dédoubler les classes en seconde professionnelle et en première CAP.

Nous avons signalé que pour nous la poursuite des études vers les STS était une bonne chose mais là aussi il est impératif d'accompagner les élèves concernés puisque seulement un bachelier professionnel sur deux obtient le BTS.

M. le Recteur, en réponse, considère que notre analyse est juste. Mais il affirme que la réforme bac pro 3 ans est une réforme de justice sociale. Un souci d'égalité : 3 ans pour la voie générale et technologique donc 3 ans voie pro. C'est le grand enjeu de la réforme, le vrai défi, d'après lui. Il reconnaît qu'on peut avoir des difficultés face aux élèves qui sont là par défaut. La carte des formations est importante. Il souhaite l'appropriation de la réforme par les équipes. Il faut repartir les périodes de formation pro. On peut organiser comme l'on veut la scolarité sur les 3 ans. La réforme porte une certaine souplesse, c'est aux professeurs à s'en saisir. Le Recteur pense qu'en LP on n'arrive pas à se saisir de cette souplesse. Il met en avant la liberté des enseignants et l'autonomie des établissements.

Il faut un vrai dispositif d'AP. Et des dédoublements... quand c'est possible !

Pour Mme la Secrétaire Générale: Quand les élèves ne sont pas satisfaits dans leurs vœux, ils sont d'autant plus décrocheurs. Grace à une nouvelle utilisation d'Affelnet, on constate une augmentation significative des affectations sur le 1er vœu.

CCF : Le SNUEP a insisté sur l'omniprésence des CCF dans nos enseignements et les difficultés que cela engendre pour leur mise en place (CCF chronophage/ PFMP/ Tous les élèves ne sont pas prêts en même temps.....) et sur les « conseils » divergents des inspecteurs suivant les spécialités (par exemple, 30 élèves à évaluer avec 2 référentiels différents). Aucune évaluation ponctuelle au niveau 5 et peu pour le niveau 4 donc nous avons des diplômés maison. Le ministre parlait de simplification, qu'en est-il à ce jour ?

Mme la Secrétaire générale explique qu'il y a un groupe de travail national sur les CCF. En terme de gestion, elle reconnaît que c'est compliqué. Au niveau de la mise en œuvre. Dans certaines disciplines il y a une bonne organisation et dans d'autres, les enseignants sont dépourvus d'aide. Elle le déplore.

PFMP : Nous avons parlé des PFMP et difficultés des élèves à trouver des entreprises d'accueil, surtout en milieu rural ou pour ceux qui sont issus de l'immigration, même si des partenariats entre LP offrent des possibilités d'internat. Nous avons « dénoncé » le fait que ce soit l'équipe pédagogique qui en soit rendue responsable.

M. le Recteur, en réponse, s'est dit très attaché au PFMP, elles sont nécessaires... mais cette réponse est loin de résoudre tous les problèmes !

Contractuels : Les problèmes que rencontrent les contractuels ont été à l'ordre du jour : manque de formation, affectation sur deux ou trois établissements, frais de déplacement, préparation des concours, manque de concertation concernant l'affectation des contractuels à la rentrée 2013.

La Secrétaire générale nous a répondu que les problèmes des concours sont d'ordre national ; elle a précisé que les préparations de la rentrée 2013 étaient particulièrement complexes à cause de l'installation des contractuels admissibles. Concernant les frais de déplacement et l'utilisation de la base Ulysse, sa réponse sur sa facilité à l'utiliser (sauf la 1ère fois) ne nous a que moyennement convaincus.

Audience avec Monsieur le Recteur et Madame la Secrétaire générale / suite.

ASH : Le SNUEP a soulevé les problèmes liés à l'ASH comme le cylindrage des SEGPA, la suppression des ateliers, l'utilisation des machines, les effectifs et le comportement des élèves. C'était l'occasion pour nous d'évoquer la place des enseignements pré-professionnels dans notre système éducatif et l'investissement des conseils généraux. Nous avons insisté sur l'utilisation des machines pour permettre aux élèves de manipuler et préparer leur poursuite d'études en lycée professionnel. Au niveau du 2CA-SH, nous avons contesté la décision départementale de ne pas accepter un PLP, titulaire du 2CA-SH, comme référent d'ULIS en collège, et de leur préférer un PE non titulaire du CASH. Mme la SG nous a répondu qu'il fallait revoir ça car ce n'était pas la politique académique.

TZR : Le SNUEP s'est inquiété, qu'avec la réforme du Bac Pro, le nombre de TZR se soit considérablement accru entraînant ainsi une dégradation des conditions de travail. Nous avons proposé des dédoublements de classes pour assurer à tous (élèves et enseignants) de meilleures conditions de travail. Mme la SG a répondu qu'un TZR était rattaché dans un établissement et donc à « disposition » du CE, sauf dans certaines disciplines, comme en Maths-Sciences où l'on a besoin de lui pour assurer les remplacements. Elle a ajouté, quelque peu agacée, qu'il n'était pas logique de recruter un contractuel si l'on avait un TZR de la spécialité dans l'établissement (puisque nous avons soulevé ce problème).

Carte des formations : Le SNUEP a fait état de ses inquiétudes quant aux premières informations qui nous parvenaient, en particulier de Sarlat, avec la possible fermeture d'une section MEI. Nous avons insisté sur le manque d'informations précises dans un certain nombre d'établissements. Mme la SG a répondu que l'on était en phase de préparation entre le Rectorat et la Région et qu'aucune décision n'était prise. Elle a ajouté : « Mais si on veut ouvrir, il va falloir travailler en " périmètre constant. La carte des formations sera obsolète si on s'obstine. » ! Nous avons fait remarquer que certaines sections fermaient pour ensuite être réouvertes en apprentissage, ce que nous dénonçons. Cela, semble-t-il, n'a pas ému nos responsables académiques...

En conclusion : deux heures d'audience dans un contexte d'écoute. Elles nous auront permis de poser tous les problèmes d'actualité et de parler bien sûr des conditions de travail des collègues. Nous avons donc encore du pain sur la planche !

CCF et PFMP

L'intersyndicale nationale de l'enseignement professionnel s'est réunie début novembre et a adressé une lettre au Ministre sur le CCF (voir notre Bulletin Académique n°70), ce qui a permis l'ouverture de la concertation. La première réunion avec le ministère s'est déroulée le 15 novembre en présence de toutes les organisations syndicales; et une deuxième a eu lieu le 22 novembre 2013.

La semaine dernière, nous avons envoyé aux collègues les propositions du ministère en les incitant à apporter leur contribution. De notre part, et suite aux travaux du stage académique du 12 novembre 2013, nous avons remonté au SNUEP-National toutes les critiques et les remarques des participants. Nous avons justement souhaité organiser ce stage en ce mois de novembre car nous pensons que les jours et les semaines à venir seront importantes pour le devenir de l'enseignement professionnel public.

Le SNUEP-FSU est satisfait de l'ouverture de ces discussions et il y participe avec un triple objectif :

- améliorer la qualité de la formation dispensée dans les LP, en redonnant du temps pour former les élèves et en améliorant l'organisation du fonctionnement des établissements,
- garantir la qualité des diplômes par le retour au caractère national de la certification (cadrage national des sujets et des épreuves, anonymat et équité de traitement des candidat-es),
- améliorer les conditions de travail des enseignants en diminuant la charge de travail inhérente à la mise en place de l'évaluation.

Le SNUEP-FSU n'attendra pas une hypothétique nouvelle réforme des lycées et continuera à faire pression sur le ministère pour que les effets les plus négatifs de la réforme de la voie professionnelle soient le plus rapidement corrigés.